



# ACTUECO

## N°62 – MAI 2019

VARIATION VALEUR DES APPELS D'OFFRES MARCHÉS PUBLICS CANALISATIONS T1 2019 VS T1 2018	CARNETS DE COMMANDES  Au T1 2019	VARIATION DE CHIFFRES D'AFFAIRES T1 2019 vs T1 2018	INDEX TP Février 2019			
			TP10A	TP10B	TP10C	TP11
+ 18 %	4,8 mois ▲	+13 %	110,1 ▲	112,4 ▲	113,3 ▲	104,8 ▲
Source : Vecteur plus	Source : Enquête trimestrielle Les Canalisateurs Variation par rapport au même trimestre N-1	Source : Enquête trimestrielle Les Canalisateurs	Source: INSEE, base 100 en 2010 Variations par rapport au mois précédent			

### Qualité des infrastructures

La troisième édition de l'étude mondiale Global Infrastructure Index, menée par Ipsos, révèle une certaine inquiétude en France sur l'état des équipements. Seuls 38% des français se déclarent très satisfaits ou satisfaits des infrastructures de leur pays. C'est toutefois plus que la moyenne mondiale de 32%.

Concernant les infrastructures relatives à l'alimentation en eau potable et à l'assainissement, 66% des français ont jugés « très bonne » ou « bonne » leur qualité, ce taux étant de 52% au niveau mondial.

[Voir un résumé de l'étude](#)

### Vers une suppression du Gazole Non Routier

La modification du régime fiscal du gazole non routier (GNR) utilisé pour les engins de TP semble à nouveau étudiée par les services de Bercy en vue du projet de loi de finances pour 2020.

Deux notes FNTP pour en savoir plus :

[Attention à la déstabilisation du BTP](#)  
[Sécurisation des marchés](#)

### Nouvelle proposition de loi concernant les entreprises publiques locales

Après une première lecture au Sénat, l'Assemblée nationale a adopté le 9 mai dernier une proposition de loi tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales.

Cette proposition de loi modifie le code générale des collectivités territoriales.

Elle précise :

- qu'une collectivité territoriale peut prendre des participations dans une SPL dont l'objet social comprend au moins l'une de ses compétences ;
- qu'une collectivité territoriale ne peut confier à une SPL dont elle est actionnaire que des missions relevant de ses propres compétences.
- qu'une collectivité locale peut prendre des participations dans une SEM dont l'objet social comprend au moins l'une des compétences.

[Lire la PPL](#)

## Inventaire des réseaux d'eau potable : le point par région

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 impose aux services publics français de l'eau d'établir un descriptif détaillé de leurs réseaux d'eau potable, et de le mettre à jour chaque année. La réalisation de ce descriptif se mesure via l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale (ICGP) ([plus d'informations sur cet indice](#)). L'inventaire est dit « réalisé » si cet indice pour l'année N est supérieur ou égal à 40 points sur les 120 que totalise l'indice. Dans le cas contraire, la collectivité organisatrice du service n'est pas en règle et voit son taux de redevance « alimentation en eau potable » qui revient à l'agence de l'eau de l'année N (payée en N+1) doubler. Les collectivités de plus de 3 500 habitants ont par ailleurs 9,5 mois suivant la fin de l'exercice pour le transmettre à SISPEA (soit en octobre 2018 pour l'année 2017).

D'après les données au 11/06/2019 de l'observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA), 6 573 des 12 578 services d'eau potable français (soit 52%) ont renseigné l'ICGP eau potable pour l'année 2017. Parmi ces services, 12% ont un ICGP inférieur au seuil de 40 points. A en juger par ces données, 54% des services en France ne seraient donc pas en règle concernant leur inventaire des réseaux d'eau potable pour cette année là, représentant cependant un linéaire de réseau et une population bien moins importants.

*NB : Ces chiffres ne mesurent que partiellement la mise en place des inventaires : des collectivités ont pu faire l'inventaire sans pour autant renseigner la base SISPEA, malgré l'obligation qui est faite aux collectivités de plus de 3 500 habitants.*

### Répartition des services d'eau potable selon leur ICGP par région pour l'année 2017

Source: données de SISPEA au 11/06/2019 – Unité : % des services d'eau potable ayant son siège dans la région

